

Dakar, le 21 mars 2022

– Communiqué de presse –**Signature du contrat de concession pour l'acquisition, l'exploitation et la maintenance du matériel roulant et des systèmes du premier BRT électrique en Afrique**

Sous la présidence effective du Président de la République, Son Excellence Monsieur Macky SALL, le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Développement, à travers le CETUD, a procédé à la signature du contrat de concession pour l'acquisition, l'exploitation et la maintenance du matériel roulant et des systèmes du BRT (Bus Rapid Transit ou « bus rapides sur voies réservées ») de Dakar.

Le contrat de concession a été conclu avec le Groupement MERIDIAM AFRICA Investments SAS - SNCF International - RATP International et ses partenaires Keolis et FONSIS, à l'issue d'un appel d'offres international suivi d'une procédure négociée. Le montant total des investissements prévus se chiffre à 127 milliards de FCFA (35% du coût total du projet) dont 88 milliards de FCFA en investissement initial.

Sur un linéaire de 18,3 km, reliant les villes de Dakar et de Guédiawaye, le BRT desservira 14 communes, dans les zones les plus densément peuplées et congestionnées de la région capitale, en réduisant de moitié les temps de parcours (90 mn à 45 mn) avec des conditions de sécurité, de confort et de régularité substantiellement améliorées.

Faudrait-il rappeler que la région de Dakar, qui fait aujourd'hui 4 millions d'habitants, comptera une population de 7 millions d'habitants en 2040, avec un doublement prévu des déplacements motorisés.

A la pointe de la technologie, avec des bus capacitaires à alimentation électrique, les services de BRT apporteront une solution efficiente à la saturation du réseau routier en transportant en moyenne 300 000 voyageurs par jour, avec un tarif socialement acceptable, pendant la durée de vie de la concession fixée à quinze ans.

En effet, le modèle d'exploitation est basé sur une tarification zonale, avec des tarifs de base estimés à 350 FCFA pour une zone de BRT et 450 FCFA pour deux zones. Le principe d'intégration tarifaire entre le BRT, les lignes de rabattement et le TER, permettant aux usagers d'utiliser un seul titre de transport pour des déplacements intermodaux est prévu.

Par ailleurs, en référence au caractère social du projet, la structuration financière du contrat prévoit que les populations éligibles aux tarifs sociaux soient identifiées par l'Etat du Sénégal pour bénéficier d'une réduction tarifaire de 50%. Au moins 10% des voyageurs seront concernés par ces tarifs sociaux.

En termes de création d'emplois, le BRT générera 1000 emplois directs en phase exploitation, dont 99% seront recrutés localement avec une politique de ressources humaines visant à privilégier l'accès à l'emploi des femmes et le développement des compétences locales dans le secteur du transport public de masse. A date, 1500 emplois directs sont générés par les travaux d'infrastructures en cours d'exécution après une libération des emprises apaisée.

Au demeurant, l'utilisation de bus, alimentés 100% en électricité, permettra de marquer un bond considérable en faveur de la transition énergétique du secteur des transports urbains (59 000 tonnes de CO2 évitées par an).

Pour mieux préparer l'avenir, conformément aux ambitions du Plan Sénégal Emergent, la structuration du projet tient compte d'un contenu local fort. En effet, le FONSIS portera pour le compte de l'Etat et des opérateurs locaux 30 % du capital de la société d'exploitation du BRT.

Concomitamment à la réalisation du BRT, le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, à travers le CETUD, a lancé un projet de restructuration du réseau de transport en commun (RTC) pour disposer d'un système de rabattement sur les transports de masse (BRT et TER).

Le programme prioritaire de la restructuration du réseau, inscrit dans le PAP-2A, est constitué de 32 lignes, un parc de 1000 bus neufs à gaz et électriques, 4 ateliers-dépôts, plus de 80 km de voiries et trottoirs à aménager ou réhabiliter le long des axes desservis, y compris des carrefours, des arrêts et terminus de bus.

La première phase (2022-2024) porte sur 14 lignes, avec 400 bus à gaz. Ce projet s'inscrit dans les axes stratégiques définis dans le Plan de Mobilité Urbaine Soutenable (PMUS) – 2035 de Dakar, en cours de finalisation, avec entre autres objectifs, la promotion d'une mobilité verte, inclusive et résiliente aux changements climatiques.

Dr. Thierno Birahim AW
Directeur général du CETUD

www.cetud.sn

A propos du CETUD

- Le **Conseil exécutif des Transports urbains de Dakar (CETUD)**, Autorité organisatrice de la Mobilité, est un établissement public à caractère professionnel. Sa mission définie, dans la loi n° 97-01 du 10 mars 1997, consiste à la mise en œuvre et au suivi de l'application de la politique sectorielle des transports publics urbains définie par l'Etat pour la région de Dakar. Il s'agit essentiellement d'organiser et de réguler l'offre de transport collectif urbain de manière à améliorer durablement les conditions d'exploitation des opérateurs et, par conséquent, les déplacements des populations de l'agglomération dakaroise. A la demande de l'Etat ou des collectivités territoriales, le CETUD peut apporter une assistance aux régions.

Les partenaires techniques et financiers du CETUD

- **Projet de BRT** : Banque mondiale, Banque Européenne d'Investissement, Fonds Vert Mondial pour le Climat
- **Projet de restructuration du réseau de transport en commun** : Banque mondiale, Agence Française de Développement, Banque Européenne d'Investissement, Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, KFW-Coopération Allemande, Banque Islamique de Développement.